

Article 30 .- Les paiements sont effectués par un trésorier choisi parmi les personnes ayant au moins le grade d'inspecteur du trésor, d'inspecteur des finances, d'administrateur économique et financier justifiant d'une expérience professionnelle de cinq ans au moins.

Article 31 .- Le trésorier, placé sous l'autorité administrative du président de chaque chambre du Parlement, prête serment devant la Cour des comptes et constitue un cautionnement auprès de la caisse des dépôts et consignations de la trésorerie générale.

Il encaisse les recettes, paie les dépenses, manie les fonds et valeurs et tient la comptabilité.

Il assure le contrôle de la régularité de la dépense.

Il apprête le compte de gestion.

Article 32 .- Le président de chaque chambre peut, pour permettre le règlement de certaines dépenses à caractère urgent ou exceptionnel, instituer par arrêté des régies d'avance.

Il peut également, dans les mêmes formes, instituer des régies de recettes. Celles-ci portent sur les recettes propres que chaque chambre est amenée à recouvrer dans le cadre de ses activités et qu'elle prend en compte lors de l'élaboration de son budget.

Article 33 .- L'institution d'une régie de recettes ou d'avances donne lieu à la désignation d'un questeur comme régisseur.

Article 34 .- Il est créé, au sein de chaque chambre du Parlement, une commission dénommée commission de vérification et d'apurement des comptes, composée de quinze membres, dont trois magistrats de la Cour des comptes parmi lesquels un président de chambre, président de la commission.

Les membres du bureau de chaque chambre ainsi que ceux de la commission de contrôle financier ne peuvent y siéger.

Article 35 .- Lorsque la commission de vérification et d'apurement approuve les comptes, elle donne quitus aux ordonnateurs et administrateurs des crédits de leur gestion. Elle donne également décharge et quitus au comptable et rend compte à la commission des finances lors de la deuxième session ordinaire du Parlement qui suit l'exercice budgétaire concerné.

Dans le cas contraire, la commission dresse un rapport qu'elle transmet à la Cour des comptes.

Chapitre troisième Des dispositions finales

Article 36 .- Des textes législatifs et réglementaires détermineront, en tant que de besoin, les modalités d'application de la présente loi.

Article 37 .- La présente loi, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires, et notamment la loi n° 16/92 du 11 août 1992 relative à l'autonomie financière de l'Assemblée nationale, sera enregistrée, publiée selon la procédure d'urgence et exécutée comme loi de l'État.

Fait à Libreville, le 6 janvier 2001

El Hadj Omar Bongo

Par le président de la République, chef de l'État,

Le premier ministre, chef du gouvernement,

Jean-François Ntoutoume-Emane

Le ministre de la Justice, garde des sceaux,
chargé des droits de l'homme

Pascal Désiré Missongo

Le ministre de la défense nationale

Ali Bongo

Le ministre de l'économie, des finances,
du budget et de la privatisation
Émile Doumba

Le ministre de la fonction publique,
de la réforme administrative
et de la modernisation de l'État
Patrice Nziengui

Le ministre de l'enseignement supérieur,
de la recherche et de l'innovation technologique,
chargé des relations
avec les institutions constitutionnelles
André Dieudonné Berre

Loi n° 2/2001

du 19 avril 2001

portant ratification de l'ordonnance

n° 10/2000 du 21 août 2000

portant mise en liquidation

de l'Office du chemin de fer transgabonais

L'Assemblée nationale et le Sénat ont adopté,
Le président de la République, chef de l'État, promulgue la loi dont la teneur suit :

Article 1^{er} .- Est ratifiée l'ordonnance n° 10/2000 du 21 août 2000 portant mise en liquidation de l'Office du chemin de fer transgabonais, en application de la loi n° 13/2000 du 24 janvier 2000 autorisant le président de la République à légiférer par ordonnances pendant l'intersession parlementaire.

Article 2 .- La présente loi sera enregistrée, publiée selon la procédure d'urgence et exécutée comme loi de l'État.

Fait à Libreville, le 19 avril 2001

El Hadj Omar Bongo

Par le président de la République, chef de l'État,

Le premier ministre, chef du gouvernement,

Jean-François Ntoutoume-Emane

Le ministre des transports
et de la marine marchande
Général Idriess Ngari

Pour le ministre de l'économie, des finances,
du budget et de la privatisation,
p.o., le ministre délégué
auprès du ministre de l'économie, des finances,
du budget et de la privatisation
Jean-François Ndongou

Décret n° 1026/PR/MSPP

du 31 octobre 2000

portant création, attributions, organisation
et fonctionnement du comité consultatif sida

Le président de la République, chef de l'État,

Vu la Constitution,

Vu le décret n° 1195/PR du 22 décembre 1999 portant modification de l'article premier du décret n° 171/PR du 25 janvier 1999 fixant la composition du gouvernement de la République, ensemble les textes modificatifs subséquents;

Vu l'ordonnance n° 1/95 du 14 janvier 1995 portant orientation de la politique de la santé en République gabonaise;

Vu le décret n° 1158/PR/MSPP du 4 septembre 1997 fixant les attributions et l'organisation du ministère de la santé publique et de la population;

La Cour administrative consultée;

Le conseil des ministres entendu;

Décrète :

Article 1^{er} .- Le présent décret, pris en application des dispositions de l'article 98 de l'ordonnance n° 1/95 du 14 janvier 1995 susvisée, porte création, attributions, organisation et fonctionnement d'un comité consultatif sida.

Chapitre premier

De la création et des attributions

Article 2 .- Il est créé, au sein de la direction générale de la santé, un comité consultatif sida, en abrégé : CCSIDA.

Article 3 .- Le comité consultatif sida est chargé de proposer aux pouvoirs publics les normes scientifiques applicables en matière de protocoles diagnostique et curatif et les modalités de prise en charge des personnes vivant avec le virus de l'immunodéficience humaine, en abrégé : VIH, en République gabonaise.

Article 4 .- Le comité consultatif sida a pour rôle, en fonction des avancées de la recherche, de réaliser des recommandations sur les méthodes les plus appropriées pour la prise en charge des personnes vivant avec le virus de l'immunodéficience humaine.

À ce titre :

– il fixe les algorithmes de traitement et de suivi à appliquer par l'organisme de prise en charge;

– il détermine les protocoles de prise en charge sociale et financière par l'organisme concerné;

– il détermine les critères d'accréditation des établissements et des prescripteurs autorisés à effectuer le suivi des personnes intégrées dans les protocoles de l'organisme concerné;

– il veille au respect des normes de l'éthique professionnelle en matière de suivi des personnes vivant avec le virus de l'immunodéficience humaine;

– il fixe les critères économiques qui servent de base aux calculs de la participation et du montant du ticket modérateur de la prise en charge du traitement des personnes intégrées dans les protocoles;

– il détermine, sur présentation de dossiers par un prescripteur agréé, à partir d'une analyse clinique, biologique, sociale, et après une évaluation de la compliance, les conditions et modalités de prise en charge du traitement des personnes qui en font la demande.

Chapitre deuxième

De l'organisation

Article 5 .- Le comité consultatif sida est composé comme suit :

– le directeur général de la santé, président,

– l'inspecteur général de la santé, ou son représentant, membre,

– le directeur du programme national de lutte contre le sida et les maladies sexuellement transmissibles, en abrégé : PNLS-MST, membre,

– le directeur du médicament et de la pharmacie, membre,

– le directeur de l'office pharmaceutique national ou son représentant, membre,

– deux médecins cliniciens spécialistes du sida, représentant le centre hospitalier de Libreville et la fondation Jeanne Ebori, membres,

– un psychologue, spécialiste de la prise en charge des personnes vivant avec le virus de l'immunodéficience humaine, membre,

– le biologiste responsable du laboratoire de référence pour le sida, membre,

– un représentant du ministère des affaires sociales et de la solidarité, membre,

– un représentant du système des Nations unies, membre,

– un représentant des organisations confessionnelles œuvrant dans le domaine socio-sanitaire, membre,

– deux représentants des personnes vivant avec le virus de l'immunodéficience humaine, membres.

Le comité consultatif sida peut s'adjoindre toute autre personne physique ou morale qualifiée.

Article 6 .- Les représentants visés à l'article 5 ci-dessus sont désignés par les autorités ou les organisations dont ils relèvent.

Article 7 .- En cas d'empêchement définitif du président par suite de décès, de démission ou de toute autre cause, le ministre chargé de la santé désigne parmi les membres du comité consultatif un président intérimaire. Cet intérim est limité à six mois.

Chapitre troisième - Du fonctionnement

Article 8 .- Le comité consultatif sida, sur convocation de son président, se réunit une fois par mois ou, en cas d'urgence, toutes les fois que cela est nécessaire.

Article 9 .- Le comité délibère valablement lorsqu'au moins la moitié de ses membres sont présents.

Chaque membre dispose d'une voix. En cas d'égalité, la voix du président est prépondérante.

Article 10 .- Les décisions du comité consultatif sida sont constatées par procès-verbaux signés par le président et le secrétaire de séance, sans mention des positions exprimées par les membres.

Ces procès-verbaux sont communiqués à tous les membres du comité qui disposent d'une semaine pour les approuver ou faire part de leurs observations.

Les décisions portant sur des dossiers de personnes sont couvertes par le secret médical.

Article 11 .- Le secrétariat du comité consultatif sida est assuré par le directeur du PNLS-MST, qui prépare notamment l'ordre du jour des séances et le soumet à l'approbation du président du comité.

Article 12 .- Les fonctions de membre du comité consultatif sida sont gratuites. Toutefois, les frais de déplacement et de séjour de ses membres rentrant dans le cadre des missions du comité sont pris en charge par le budget de l'État.

Article 13 .- Le ministre chargé de la santé est destinataire des comptes rendus des délibérations du comité consultatif sida.

Ces comptes rendus sont anonymes. Ils ne doivent en aucun cas permettre l'identification des personnes ayant fait une demande de prise en charge.

Ils sont communiqués au ministre chargé de la santé dans un délai maximum de huit jours. Le ministre de la santé dispose de huit jours pour transmettre les accréditations aux intéressés et les avis de prise en charge aux organismes.

Article 14 .- Les crédits nécessaires au fonctionnement du comité consultatif sida sont inscrits sur une ligne spéciale des crédits alloués au ministère de la santé publique.

Chapitre quatrième

Dispositions diverses et finales

Article 15 .- Des textes réglementaires déterminent, en tant que de besoin, les dispositions de toute nature nécessaires à l'application du présent décret.

Article 16 .- Le présent décret sera enregistré, publié selon la procédure d'urgence et communiqué partout où besoin sera.

Fait à Libreville, le 31 octobre 2000
El Hadj Omar Bongo

*Par le président de la République, chef de l'État,
Le premier ministre, chef du gouvernement,
Jean-François Ntoutoume-Emane*

*Le ministre de la santé publique
et de la population
Faustin Boukoubi*

*Le ministre de l'enseignement supérieur,
de la recherche et de l'innovation technologique
André Dieudonné Berre*

*Le ministre de l'économie, des finances,
du budget et de la privatisation
Émile Doumba*

Décret n° 1027/PR/MSPP

du 31 octobre 2000

*portant création, attributions, organisation
et fonctionnement de la commission
interministérielle de lutte contre le sida*

Le président de la République, chef de l'État,
Vu la Constitution,
Vu le décret n° 1195/PR du 22 décembre 1999 portant modification de l'article premier du décret n° 171/PR du 25 janvier 1999 fixant la composition du gouvernement de la République, ensemble les textes modificatifs subséquents;

Vu l'ordonnance n° 1/95 du 14 janvier 1995 portant orientation de la politique de la santé en République gabonaise;

Vu le décret n° 1158/PR/MSPP du 4 septembre 1997 fixant les attributions et l'organisation du ministère de la santé publique et de la population;

La Cour administrative consultée;

Le conseil des ministres entendu;

Décète :

Article 1^{er} .- Le présent décret, pris en application des dispositions de l'article 51 de la Constitution, porte création, attributions, organisation et fonctionnement de la commission interministérielle de lutte contre le sida.

Chapitre premier

De la création et des attributions

Article 2 .- Il est créé et placé sous l'autorité du premier ministre, chef du gouvernement, une commission interministérielle de lutte contre le sida.

Article 3 .- La commission interministérielle de lutte contre le sida assiste le gouvernement dans la lutte contre le sida.

À ce titre, elle est notamment chargée :

– de proposer une politique multisectorielle de lutte contre le sida;

– de coordonner la lutte intersectorielle contre le sida;

– de favoriser l'élaboration et la mise en œuvre des plans stratégiques nationaux adoptés dans chaque département ministériel;

– d'analyser les rapports des instances techniques chargées du suivi de la pandémie;

– de définir des modalités d'action adaptées en fonction des contextes et des contraintes, et notamment en fonction de l'avancée scientifique et de l'évolution technologique en la matière.

Chapitre deuxième

De l'organisation

Article 4 .- La commission interministérielle de lutte contre le sida comprend :

– le premier ministre, chef du gouvernement, président,

– le ministre chargé des affaires sociales, vice-président,

– le ministre chargé de la santé publique, membre,

– le ministre chargé de la planification, membre,

– le ministre chargé des finances, membre,

– le ministre chargé de l'intérieur, membre,

– le ministre chargé de la défense nationale, membre,

– le ministre chargé de l'enseignement supérieur, membre,

– le ministre chargé des droits de l'homme, membre,

– le ministre chargé de la culture, de la jeunesse et des sports, membre,

– le ministre chargé de l'éducation nationale, membre,

– le ministre chargé de la communication, membre.

Article 5 .- La commission interministérielle de lutte contre le sida est assistée du programme national de lutte contre le sida et d'une commission technique de lutte contre le sida, du comité consultatif sida et de toute autre organisation opérant en matière de lutte contre le sida.

Chapitre troisième Du fonctionnement

Article 6 .- La commission interministérielle de lutte contre le sida se réunit, en tant que de besoin, sur convocation de son président.

Article 7 .- Les délibérations de la commission interministérielle ainsi que les résultats de ses travaux revêtent un caractère strictement confidentiel, sauf avis contraire de la commission.

Article 8 .- Le secrétariat de la commission interministérielle est assuré par le ministre chargé de la santé publique.

Article 9 .- Les fonctions de membre de la commission interministérielle de lutte contre le sida sont gratuites.

Toutefois, les déplacements et les séjours à l'extérieur du territoire national de ses membres rentrant dans le cadre des missions de la commission sont supportés par le budget de l'État.

Chapitre quatrième Dispositions diverses et finales

Article 10 .- Des textes réglementaires déterminent, en tant que de besoin, les dispositions de toute nature nécessaires à l'application du présent décret.

Article 11 .- Le présent décret sera enregistré, publié selon la procédure d'urgence et communiqué partout où besoin sera.

Fait à Libreville, le 31 octobre 2000

El Hadj Omar Bongo

*Par le président de la République, chef de l'État,
Le premier ministre, chef du gouvernement,
Jean-François Ntoutoume-Emane*

*Le vice-premier ministre,
ministre de la solidarité nationale,
des affaires sociales et du bien-être
Emmanuel Ondo Methogo*

Le ministre de la santé publique

et de la population

Faustin Boukoubi

*Le ministre de l'économie, des finances,
du budget et de la privatisation
Émile Doumba*